

Numéro 62 - 3 octobre 2020

**La politique étrangère du gouvernement Trudeau**  
**Tentatives de justifier la restructuration**  
**impérialiste anglo-américaine des**  
**institutions internationales et**  
**de l'ordre mondial**

- *Pauline Easton* -



- **L'allocution éhontée de Justin Trudeau à l'Assemblée générale des Nations unies**

- *Hilary LeBlanc* -

**Au Parlement**

- **La «Loi sur l'aide en réponse à la pandémie»**  
- *Nick Lin* -
- **Des milliers de personnes sont exclues des nouvelles prestations de soutien au revenu**  
- *Réseau des droits des migrants* -

**Vaste mouvement d'opposition en Alberta à la violence raciste**

- **Dénonçons la protection de la violence raciste par l'État!**

- *Peggy Morton* -

## **Des vigiles partout au Québec pour les victimes de racisme**

- **Justice pour Joyce Echaquan**  
- *Christine Dandenault* -
- **Vigiles pour Joyce Echaquan**
- **4 octobre: Vigiles des Soeurs par l'esprit**

## **Le plan de relance de l'économie de la Colombie-Britannique**

- **La restructuration des arrangements étatiques pour renforcer l'économie provinciale qui paie les riches**  
- *K.C. Adams* -

## **Début de la 75e session de l'Assemblée générale des Nations unies**

- **75e anniversaire de l'adoption de la Charte de l'ONU**  
- *Dougal MacDonald* -
- **Discours de Miguel Mario Diaz-Canel Bermudez, président de la République de Cuba, au débat général à l'ONU**

## **SUPPLÉMENT**

### **L'importance de l'analyse des événements en cours**

- **La bataille pour la présidence aux États-Unis**

---

### **La politique étrangère du gouvernement Trudeau**

## **Tentatives de justifier la restructuration impérialiste anglo-américaine des institutions internationales et de l'ordre mondial**

- *Pauline Easton* -

La conception de la réalité du gouvernement Trudeau, manifestée dans le discours du premier ministre à la session annuelle de l'Assemblée générale des Nations unies le 25 septembre, est horriblement empêtrée dans ses propres machinations et préjugés. Sa perception des événements en cours qui fait abstraction des résultats de l'ordre mondial néolibéral le plonge dans un embrouillamini perpétuel, mais ce n'est pas le pire de l'affaire. Le vice mortel de ces gens est dans un chauvinisme effréné à la défense d'institutions démocratiques libérales anglo-américaines anachroniques, une mégalomanie et une attitude intolérante envers tous ceux qui n'épousent pas leurs valeurs et réclament leur droit d'être. Cette attitude intolérante est raciste et conduit à la violence.

La conception de la réalité du gouvernement Trudeau ne répond même pas aux normes les plus minimales de la cognition humaine. Guidée par le dogme de la « troisième voie » et l'OTAN, cette conception s'accorde avec celle du Quincy Institute for Responsible Statecraft et du US Council on Foreign Relations, qui ont tous deux déclaré leur appui à Joe Biden dans l'élection présidentielle aux États-Unis.

C'est une conception de la réalité basée sur l'anticonscience, délibérément façonnée pour dissimuler la réalité, répandre la déformation et bloquer les efforts des peuples du monde pour s'investir de pouvoir et pour s'assurer que le Nouveau l'emporte sur l'Ancien. Et tout cela est fait au nom du « changement » et du « renouveau », des « solutions vertes », du « multilatéralisme », de la « paix », etc.



Derrière cette conception se trouvent les intérêts de classe de la bourgeoisie impérialiste anglo-américaine imposés par les États qu'elle a soumis à ses intérêts par la domination économique et politique, la diffamation, la persécution, la criminalisation et la terreur. Dans cette anticonscience, les oligarques financiers internationaux ont besoin d'un séduisant parleur, comme ils voient Justin Trudeau, tant qu'il apprend à contenir son arrogance. Ils semblent séduits par son talent de savoir quoi dire ce qu'il faut à tout moment et en toutes circonstances, comme le lui ont appris ses gestionnaires. Dans l'anticonscience, ces gens ne voient que ce que leur maître veut qu'ils voient.



Toutes les écoles de la pensée néolibérale préconisent la restructuration actuelle des institutions internationales pour s'adapter au nouvel ordre mondial impérialiste anglo-américain. Pour faire appel aux forces les plus arriérées et anticonscientes à la fois au pays et au niveau international, la bêtise est présentée comme une analyse et une pensée convaincantes sans même un minimum de respect de soi ou d'intégrité scientifique. Des distinctions sont attribuées aux individus qui commettent des atrocités contre la grande voie de la civilisation tandis que les forces qui se battent pour humaniser l'environnement naturel et social et les relations internationales sont diabolisées.

Ceux qui imposent au monde leurs propres machinations et préjugés sous-estiment le rôle du monde objectif, les contradictions qui lui sont inhérentes et leur niveau de maturation. La maturation des contradictions inhérentes au monde objectif arrive toujours comme un coup de masse pour ceux qui refusent de reconnaître la réalité. Les tentatives des défenseurs du système impérialiste d'États sous la domination des intérêts impérialistes anglo-américains d'échapper aux lois de l'histoire sont vouées à l'échec. La vie elle-même est inspirée par la montée du Nouveau qui supprime l'Ancien. Les lois de l'histoire favorisent inexorablement la montée du Nouveau contre l'Ancien. Mais les politiques et les arrangements que ces forces impérialistes mettent en place conduisent tout aussi inexorablement à des souffrances prolongées, à la corruption, à la destruction et à la guerre et doivent donc être combattus.

Cela montre l'urgence de la lutte pour s'investir de pouvoir de ceux qui, à l'échelle mondiale, défendent des causes justes, pour se débarrasser du bagage de l'anticonscience afin de progresser dans leur marche en avant. Les théoriciens et porte-paroles d'une conception antihumaine de la réalité sont les instruments du système impérialiste d'États qui disent aux travailleurs qu'ils ne doivent pas vivre selon ce qu'ils savent eux-mêmes, mais se laisser abuser par le double discours néolibéral qui se prétend progressiste, opposé au nationalisme replié, au populisme, au racisme, à la maltraitance des femmes et aux atteintes aux droits humains.

Les peuples du monde apprennent de leur expérience directe, et c'est pourquoi on tente constamment de les convaincre de tourner le dos à leur expérience et de plutôt écouter et adopter les préjugés de toutes sortes. Mais le double discours néolibéral se révèle toujours dans la haine passionnée que manifestent les propagandistes à la gomme et des champions de l'élite impérialiste

dirigeante à l'endroit de ceux qui se battent pour des causes justes. Cette haine les conduit à des intrigues irrationnelles, à la collaboration avec la machine de guerre impérialiste américaine et à commettre, ce faisant, leurs propres crimes.

Cela permet de comprendre à quoi se livrent le gouvernement Trudeau et ses ministres en ce moment.

**Voir aussi:**

1. « [Le multilatéralisme impérialiste du Canada](#) », Margaret Villamizar, *LML*, 22 février 2020

---

## **L'allocution éhontée de Justin Trudeau à l'Assemblée générale des Nations unies**

**- Hilary LeBlanc -**

L'adresse du premier ministre Justin Trudeau au débat général de la 75e session de l'Assemblée générale des Nations unies le 25 septembre a été une démonstration d'arrogance et d'aveuglement volontaire.

Dans son message enregistré, Justin Trudeau a utilisé cette tribune pour faire la promotion de la conception impérialiste d'un nouvel ordre mondial pour laquelle milite une partie de l'oligarchie financière internationale dans sa lutte pour le contrôle des peuples et des ressources du monde dans les conditions actuelles. Ce n'est rien d'autre qu'une tentative désespérée de présenter les loups sous un déguisement de brebis pour qu'ils puissent poursuivre sans opposition leur destruction et pillage.



Ces mêmes forces qui ont amené le monde au bord de l'épuisement en imposant le néolibéralisme veulent maintenant restructurer les institutions internationales créées dans la période qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale pour faire basculer le système impérialiste d'États du côté des intérêts de l'impérialisme anglo-américain.

Justin Trudeau a dressé un tableau très sombre de la situation mondiale. Sans préciser qui est le « nous » qu'il invoque, il dit :

« Le monde est en crise. Et pas seulement à cause de ces derniers mois. Pas seulement à cause de la COVID-19, mais à cause des dernières décennies et à cause de nous. C'est notre avertissement et nous ne pouvons pas l'ignorer. À maintes reprises, l'histoire nous a montré que le prix à payer pour s'être dérobé, pour avoir refusé d'agir, est beaucoup trop élevé. »

Il a ensuite donné le compte rendu suivant des événements tumultueux qui ont conduit à la Deuxième Guerre mondiale et à ses terribles pertes de vies humaines :

« Nos parents et grands-parents ne se souviennent que trop bien de ce que la vie était dans les années 1930 et 1940. Les économies se sont effondrées. Les gouvernements – et les systèmes de gouvernement – se sont effondrés. Des millions de personnes sont mortes. »

Poursuivant sur le thème du « nous », qui comprendrait non seulement l'ensemble des Canadiens, mais aussi présumément tous les peuples du monde, il dit :

« Nos parents et grands-parents ont choisi de se relever et de rebâtir. Ils ont mis sur pied des institutions multilatérales comme les Nations unies. Ils ont créé des institutions financières internationales comme la Banque mondiale, le FMI et d'autres institutions de Bretton Woods.

« Et ils ont jeté les bases d'un ordre international fondé sur des règles grâce auquel nous avons connu une période de prospérité commune sans précédent durant la seconde moitié du XXe siècle. »

Ainsi, au lieu d'analyser la cause de la crise, Justin Trudeau déforme les grands événements du XXe siècle pour non seulement couvrir les forces et les institutions responsables de la crise, mais pour également les présenter comme la solution. Il a refusé de dire que la crise est le résultat des destructions et du pillage impérialistes des ressources mondiales, de l'exploitation et de l'oppression impitoyables des peuples du monde qui sont imposés par les institutions financières que son gouvernement soutient. Il n'a rien dit des guerres d'agression, des coups d'État et du recours aux sanctions par les impérialistes américains et l'OTAN, leur alliance militaire agressive dont le Canada est partie intégrante, imposés aux peuples du monde depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. De la même façon, il a ignoré honteusement le rôle que le système impérialiste d'États joue dans l'asservissement, la pauvreté et l'appauvrissement grandissant des pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que dans l'instauration et le soutien de gouvernements corrompus.

Au lieu de cela, Trudeau a déclaré que le problème est que :

« Aujourd'hui, toutes ces institutions ne sont plus en mesure de faire ce pour quoi elles ont été conçues, à savoir défendre le multilatéralisme et le droit international, protéger les droits de l'homme et ouvrir les marchés. »

« C'est là ce que la crise du COVID-19 a mis en exergue, sans l'ombre d'un doute. Que les choses doivent changer, et pas seulement sur la scène mondiale, mais aussi à la maison », a-t-il ajouté.

Projetant sa mauvaise conscience sur les 193 membres de l'ONU dont les conditions ne sont pas celles du Canada, il laisse entendre clairement qu'assumer la responsabilité des « échecs » ne fait pas partie de son ADN. Trudeau déclare : « Nous n'en faisons pas assez pour les personnes les plus vulnérables – que ce soient les personnes âgées qui meurent dans des établissements de soins de santé, ou les personnes sans-abri pour qui chaque soir est une lutte. Nous n'allons pas assez loin pour éliminer l'injustice systémique, qu'il soit question de racisme envers les Noirs ou les Autochtones, d'homophobie ou de sexisme.

« Dans les difficultés de nos citoyens, nous pouvons voir les échecs de nos institutions – de notre monde. »



Bien que la COVID-19 ait engendré une crise humanitaire et que de nombreux pays soient maintenant au bord du gouffre, le discours de Trudeau contient un double langage néolibéral pour détourner les revendications des peuples du monde pour s'investir du pouvoir et pour le renouveau démocratique afin de remplacer les institutions démocratiques libérales anachroniques du XIXe siècle qui mettent le pouvoir décisionnel entre les mains d'élites qui

gouvernement au nom du peuple pour servir les riches et empêchent le peuple de trouver des solutions.

Justin Trudeau a mis en garde contre la menace des changements climatiques et a dit qu'il faut « une nouvelle façon de penser » qu'il s'agisse du climat, des inégalités ou de la santé. Il a lancé un appel éhonté à renforcer le pouvoir des élites au nom de l'élimination de « l'impasse » dans les organes de décision.

« Trop souvent, l'action concertée est bloquée. Les besoins des citoyens sont niés en raison de l'impasse dans les organes de décision », a accusé Justin Trudeau.

« Et pourquoi ? Parce qu'il y a peu de conséquences pour les pays qui ignorent les règles internationales. Pour les régimes qui pensent que la puissance fait la force. Peu de conséquences pour les pays où les personnalités de l'opposition sont empoisonnées alors que les cyberoutils et la désinformation sont utilisés pour déstabiliser les démocraties.

« Peu de conséquences lorsque des citoyens innocents sont détenus arbitrairement et que les libertés fondamentales sont réprimées. Lorsqu'un avion de civils est abattu depuis le ciel. Quand les droits des femmes ne sont pas traités comme des droits de la personne. Quand personne n'a aucun droit. »

Il s'agit d'une tentative effrontée de légitimer le rôle du Canada dans la détention arbitraire de citoyens innocents, son mauvais traitement flagrant des libertés fondamentales des peuples autochtones, des migrants, des réfugiés et des adversaires politiques, mais aussi son propre rôle dans les bombardements de civils. C'est une menace à peine voilée contre les pays qui refusent de se soumettre au système impérialiste d'États. Accuser les autres de ce que font les impérialistes eux-mêmes, y compris le Canada, est la plus basse forme de louange de soi. Justin Trudeau devrait se rappeler que les faits sont têtus. Ce que font l'État canadien et ses services de renseignement n'est pas chose du passé.

Cette défense des institutions et des valeurs démocratiques libérales anglo-américaines est un discours néolibéral méprisable avec lequel Justin Trudeau et ses proches collaborateurs du gouvernement canadien pensent qu'ils réussiront à couvrir ce qu'ils font avec leur « groupe de Corée », leur « groupe de Lima », l'Organisation des États américains, l'OTAN, l'utilisation de doctrines criminelles comme la responsabilité de protéger, les « interventions humanitaires » pour mener et justifier des coups d'État « constitutionnels », les sanctions et les agressions criminelles. Cette demande de restructurer les institutions internationales pour établir un contrôle impérialiste anglo-américain sur la prise de décision est justifiée au nom de l'urgence de la situation et de l'obligation de rendre des comptes. Ce qu'est la responsabilité et à qui les organes de gouvernement doivent rendre des comptes, qui les établit, leur but et au service de qui ils sont, tout cela est laissé dans l'ombre.

« La seule façon d'arranger les choses, la seule façon de bâtir un avenir meilleur pour nos enfants et nos petits-enfants, c'est de travailler ensemble. En nous défendant les uns les autres, quelles que soient les lignes dessinées sur des cartes », a dit Justin Trudeau.

Il a terminé son discours par ces mots ;

« Nous devons comprendre nos possibilités et nos responsabilités pour agir réellement, ensemble. Pour nous protéger les uns les autres, pour nous soutenir les uns les autres. »

« Si nous relevons ce défi, je sais que, comme nos grands-parents l'ont fait il y a 70 ans, nous jetterons les bases d'un monde meilleur. »

Ce que doivent faire les peuples du monde pour « se protéger les uns les autres », cela, Justin

Trudeau ne le dit évidemment pas dans cette promotion éhontée d'un soi-disant nouvel ordre mondial impérialiste. La restructuration des institutions internationales pour permettre le contrôle impérialiste anglo-américain sur les affaires du monde ne fera que prolonger la putréfaction, la corruption et le pouvoir amoral du système impérialiste d'États, tout cela au nom de grands idéaux. Elle aggravera les dangers que font peser les forces impérialistes contrerévolutionnaires sur les peuples du monde.

*(Les citations de Justin Trudeau sont tirées de son allocution « PM Speaking Notes for the United Nations General Assembly Virtual Address, September 25, 2020 »)*

---

## Au Parlement

# La « loi sur l'aide en réponse à la pandémie »

- Nick Lin -

Le 28 septembre, le gouvernement a présenté un projet de loi à la Chambre des communes – le projet de loi C-4, *Loi relative à certaines mesures en réponse à la COVID-19* – qui comprend trois nouvelles prestations pour remplacer la Prestation canadienne d'urgence (PCU). Les reportages indiquent que « des millions de bénéficiaires de la PCU passeront automatiquement à l'assurance-emploi (AE). Des règles d'admissibilité élargies signifieront que plus de personnes pourront être admissibles ».

Dans le cadre d'un accord négocié avec le NPD pour obtenir son appui à une motion de confiance liée au discours du Trône, l'assurance-emploi fournira une prestation impossible d'au moins 500 \$ par semaine, ou 300 \$ par semaine pour les prestations parentales prolongées. Les personnes admissibles à l'AE auront droit à un minimum de 26 semaines de prestations régulières.

On dit que le nouveau libellé négocié par le NPD élargit l'admissibilité à toute personne qui « a des affections sous-jacentes, suit des traitements ou a contracté d'autres maladies qui, de l'avis d'un médecin, d'un infirmier praticien, d'une personne en situation d'autorité, d'un gouvernement ou d'un organisme de santé publique, la rendraient plus vulnérable à la COVID-19 ».



Alors que de nombreux bénéficiaires de la PCU seront automatiquement transférés à l'AE, les travailleurs autonomes ou qui ont un numéro d'assurance sociale (avec des dates expirées) débutant par les chiffres de la série 900 doivent présenter une nouvelle demande. On nous informe que les fonctionnaires de l'Agence du revenu du Canada ont commencé à entrer en contact avec environ 400 000 personnes appartenant à la catégorie des personnes ayant un numéro d'assurance sociale qui débute par les chiffres de la série 900. Cette catégorie comprend ceux qui ne sont pas citoyens canadiens ou résidents permanents, y compris les travailleurs étrangers temporaires et les étudiants internationaux ainsi que les demandeurs de statut de réfugiés et certains autres groupes. Les Canadiens qui ont reçu la PCU par l'entremise de l'Agence du revenu du Canada, mais qui pourraient avoir 120 heures assurables et répondre à d'autres critères d'admissibilité peuvent également être admissibles à l'AE. Selon un communiqué de presse du gouvernement, ils peuvent s'attendre à leur premier paiement à partir du 14 octobre.

Les règles permettent aux prestataires de conserver tous leurs revenus de travail tout en continuant de toucher une partie de leurs prestations d'assurance-emploi. Les bénéficiaires renoncent à 50

cents de la prestation pour chaque dollar gagné au-delà du seuil de 38 000 \$. Les bénéficiaires doivent faire « des efforts raisonnables et continus de recherche d'emploi » tout en recevant de l'assurance-emploi. Ces efforts peuvent inclure le contact avec des employeurs, la préparation d'un curriculum vitae ou une lettre de présentation, l'inscription et la recherche dans des banques d'emplois et la soumission de demandes d'emploi.

Le gouvernement a créé trois nouvelles prestations pour les Canadiens qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi, qui sont de 500 \$ par semaine :

- La Prestation canadienne de relance économique est destinée aux travailleurs autonomes ou aux travailleurs à la demande qui ne sont pas admissibles à l'AE.
- La Prestation canadienne de maladie pour la relance économique est destinée aux travailleurs qui sont malades ou qui doivent s'isoler en raison de la COVID-19.
- La Prestation canadienne de relance économique pour les proches aidants est destinée aux personnes qui ne peuvent pas travailler parce qu'elles doivent s'occuper d'un enfant ou d'une personne à charge pour des raisons liées à la COVID-19.

L'ensemble devrait coûter 37 milliards de dollars. Le programme de la PCU a versé environ 80 milliards de dollars en prestations à près de neuf millions de personnes. Le projet de loi prévoit également un autre 17 milliards de dollars pour d'autres mesures.

Le 28 septembre, les libéraux ont proposé une motion soutenue par le NPD et le Parti vert qui, si elle était approuvée, permettrait au gouvernement de faire adopter en une seule journée le projet de loi, qui passerait toutes les étapes prévues à la Chambre des communes. Après son dépôt à la chambre le 29 septembre, il a été adopté à l'unanimité vers 3 h du matin le 30 septembre. Il a reçu la sanction royale le 2 octobre.

Le 29 septembre, le directeur parlementaire du budget (DPB) a publié un rapport qui est une mise à jour de ses projections du déficit fédéral en fonction des annonces de dépenses faites jusqu'au 1er septembre. Ces projections ne comprennent aucun des nouveaux engagements de dépenses mis de l'avant dans le discours du Trône. Selon le DPB, déjà en vertu des politiques en place avant le 1er septembre, le déficit fédéral devrait s'élever à 328,5 milliards de dollars en 2020-2021, dont environ 226 milliards de dollars de mesures en réponse à la COVID-19. Le bureau du DPB rapporte que, par rapport à la taille de l'économie, le déficit s'élève à 15 % du PIB – le déficit budgétaire le plus important depuis 1966-1967.

*(CBC News, PC, DPB, EDSC)*

---

## **Des milliers de personnes sont exclues des nouvelles prestations de soutien au revenu**

### **- Réseau des droits des migrants -**

À 3 h ce matin [le 30 septembre], lors d'une rare séance qui s'est terminée au petit matin, le Parlement a adopté une loi créant de nouvelles prestations de soutien au revenu – PRE (prestations canadiennes de relance économique) – pour remplacer la PCU [Prestation canadienne d'urgence].

La PRE exclut les migrants sans un numéro d'assurance sociale (NAS) valide.

Des centaines de milliers de migrants qui ne peuvent pas renouveler leur NAS en raison de retards dans le traitement de leur permis de travail et d'études – même de leurs demandes de résidence permanente – sont exclus. Les migrants sans-papiers qui vivent et travaillent dans ce pays pendant des années sans statut se sont vu refuser un soutien essentiel au revenu.



Nous sommes dans la deuxième vague de la COVID-19, et encore une fois, les règles d'immigration sont utilisées pour refuser la protection aux migrants. Bien que la loi sur le soutien au revenu soit effectivement adoptée, il y a encore une solution pour nous : accorder le statut d'immigration complet et permanent à tous et toutes au Canada, garantissant ainsi un NAS valide.

Déjà plus de 350 organisations et 8 000 personnes ont signé une lettre appelant à #StatusforAll.

Mercredi dernier [le 23 septembre], le discours du Trône du gouvernement fédéral a promis « un soutien et une protection complets » pour les migrants qui travaillent dans le secteur de l'alimentation et le secteur agricole, et que le gouvernement « continuera à faire venir de nouveaux arrivants et à soutenir la réunification des familles ». Le gouvernement sait que la façon la plus simple d'y parvenir est d'assurer un statut d'immigration complet et permanent à toutes les 1,6 million de personnes dans le pays sans statut de résident permanent.



Mais, au lieu de cela, les politiciens ont adopté une loi qui nie le soutien au revenu :

- aux travailleurs domestiques migrants et autres qui ont demandé la résidence permanente dès janvier 2020 et qui sont autorisés à vivre et à travailler au Canada, mais qui n'ont plus de NAS valide en attendant une réponse à leur demande ;
- aux travailleurs migrants, y compris d'anciens étudiants internationaux, dont les permis de travail ont expiré ou expireront bientôt en raison des retards causés par la COVID-19, et qui ne pourront pas travailler pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille ;
- aux sans-papiers qui ont perdu leur statut d'immigrant en raison de règles injustes, mais qui sont restés dans le pays pour occuper des emplois essentiels et peu valorisés – nettoyage, livraison, soins, restauration, construction – et qui édifient une communauté.

L'action vaut mieux que les paroles. Seule la pression de notre part poussera les politiciens à bâtir

une société juste avec des droits égaux et un statut d'immigration complet pour tous. Nous planifions de futures actions et les annoncerons bientôt. Si vous êtes migrant ou sans-papiers, contactez-nous pour vous organiser ! Partagez largement cette [pétition](#).

Notre demande de statut pour tous gagne de plus en plus de terrain. Samedi dernier, l'émission d'enquête W5 sur la chaîne CTV a examiné en profondeur comment l'absence de statut permanent place les travailleurs agricoles migrants dans des situations d'exploitation dangereuses.

[Écoutez les travailleurs raconter leurs récits de résistance.](#)

Ensemble nous vaincrons.

*Hussan & Karen*

*Réseau des droits des migrants*

P.S. : Si vous avez un permis de travail d'études supérieures qui expire ou si vous connaissez quelqu'un qui en a un, joignez-vous à cette réunion pour faire partie de la lutte pour le changement : [webinaire Zoom](#)

---

## Vaste mouvement d'opposition en Alberta à la violence raciste

# Dénonçons la protection de la violence raciste par l'État!

- Peggy Morton -



**Manifestation à Calgary, le 3 juin 2020, une d'une série de manifestations qui se sont tenues en Alberta suite à la mort de George Floyd, pour demander la fin de la violence et de l'impunité policières.**

Les membres de Red Deer contre le racisme ont organisé un rassemblement à Red Deer le 20 septembre, où sont intervenus des orateurs de l'Alberta rurale contre le racisme (RAAR) et de l'Alliance noire et autochtone de l'Alberta (ANAA). Plusieurs de ces événements ont été organisés récemment dans les régions rurales de l'Alberta pour qu'il y ait des discussions dans la communauté et pour élever la voix contre le racisme, dont deux événements réussis à Red Deer.

Le 20 septembre cependant, des groupes racistes en provenance de plusieurs villes albertaines sont venus à Red Deer, ont attaqué le rassemblement, commis des voies de fait contre les participants,

et forcé l'annulation de l'événement.

Une attaque semblable a eu lieu le 10 septembre à Ponoka, où un conducteur a foncé avec sa voiture sur les manifestants, blessant une des personnes. La GRC a refusé de mener une enquête. Une conférence de presse du 14 septembre pour dénoncer cette attaque a été interrompue par des individus qui hurlaient des épithètes racistes. Le porte-parole de la GRC a dit à un journaliste qui le questionnait sur le rôle que la GRC avait joué à la conférence de presse a dit : « Est-ce que vous insinuez que la voix d'un groupe est plus importante que celle de l'autre ? Parce que ce n'est pas le cas. Nous laissons tout le monde dire ce qu'ils ont à dire le plus pacifiquement possible. C'est ainsi que ce pays fonctionne. »

Les organisateurs de l'événement du 10 septembre ont aussi parlé du harcèlement constant, des menaces de mort et de violence, y compris la violence armée, au sujet desquels la GRC a refusé d'enquêter.

L'État soutient qu'il s'agit de « manifestants » et de « contre-manifestants » qui se livrent à une « confrontation ». Une des organisatrices de l'événement du 20 septembre a dénoncé le fait qu'on dise d'elle qu'elle est une « contestataire ». Elle est une citoyenne préoccupée qui participe à l'organisation de discussions publiques afin de trouver des solutions aux vrais problèmes, a-t-elle dit. Le but des soi-disant contre-manifestants était de mettre fin au rassemblement et d'empêcher la discussion publique.

Lorsque la violence sert à arrêter la discussion politique et à empêcher de trouver une solution aux problèmes, parler de « manifestants » et de « contre-manifestants » vise à délibérément semer la confusion sur ce qui se passe vraiment. Cette façon de penser est irrationnelle et montre le rôle que joue l'État dans la propagation de la confusion sur qui fait la promotion du racisme et de la violence, qui sont fomentés et organisés par l'État.

La GRC a aussi d'abord refusé de faire enquête sur les attaques du 20 septembre, mais lorsque la vidéo de l'attaque est devenue virale, elle a publié un communiqué de presse le 23 septembre qui affirme : « Au moment où des manifestants se préparaient à l'événement et avant que la GRC n'arrive sur les lieux tel que prévu, une échauffourée a éclaté entre deux groupes différents de manifestants, où un homme a prétendument attaqué un autre homme. Une vidéo de cet incident a été enregistrée avant que la GRC de Red Deer n'arrive sur les lieux et ce sont des personnes sur les lieux qui ont montré la vidéo aux agents ». Le seul fait vérifiable de cette déclaration est que la GRC était totalement absente quand l'attaque raciste a eu lieu.

Le ministre albertain de la Justice, Kaycee Madu, a dit que la GRC l'avait informé que les agents avaient été en retard parce que les organisateurs avaient changé l'endroit du rassemblement. Kisha Daniels, une cofondatrice d'Alliance noire et autochtone Alberta, a répondu que la GRC savait très bien que le lieu avait été changé à la suite des menaces de violence. Le surintendant de la GRC de Red Deer, Gerard Grobmeier, a ensuite prétendu que les organisateurs étaient « arrivés plus tôt ». Les organisateurs affirment qu'ils ont informé la GRC qu'ils avaient reçu des menaces de mort et de violence, y compris par des armes à feu. Une vidéo avait été publiée en ligne montrant les « préparatifs » pour une attaque. La GRC avait fini par s'engager à être là une heure avant le début du rassemblement, mais n'a pas tenu parole.

Une des organisatrices du rassemblement, Cheryl Jaime Baptiste, a dit à Global News que lorsque la GRC est arrivée, les agents n'ont fait « aucun effort pour intervenir et c'est inexcusable ». Les organisatrices ont aussi affirmé que la police n'a rien fait pour faire respecter une ordonnance d'interdiction. S'il est vrai qu'il n'y a rien de nouveau dans ces agissements – considérant l'histoire raciste de la GRC depuis les premiers jours jusqu'à aujourd'hui – sa complicité dans ces attaques n'est pas moins répréhensible. Ce qui est clair, c'est que la GRC est complice de ces attaques violentes menées par des voyous racistes et les facilitate.

« Tous les Albertains, peu importe leur race, leur religion ou leur croyance, ont le droit de vivre leur vie en paix, et je dénonce tout comportement de sectarisme et d'intolérance », a dit le ministre de la Justice Madu lors d'une conférence de presse le 22 septembre.

Madu ne dit pas que proférer des menaces de mort, commettre une agression avec un véhicule et violer une ordonnance d'interdiction sont des infractions criminelles et que leurs auteurs seront activement traduits en justice. Il prétend que la question en est une de « sectarisme et d'intolérance », mettant de côté les crimes réels qui y ont été commis. C'est de l'hypocrisie pure et simple de la part du ministre lorsqu'on sait que le gouvernement Kenney lui-même a lancé l'appel à des actions de vigilantisme contre les peuples autochtones et les Canadiens solidaires des Wet'suwet'en, alors qu'il accusait les peuples autochtones d'« endommager irrémédiablement l'économie » et adoptait la loi 1 qui cible spécifiquement la défense des droits autochtones, de leurs terres et de leurs lois. Non seulement attaque-t-il sans cesse les droits, mais il a délibérément tenté de faire diversion pour ne pas s'occuper des problèmes politiques et économiques auxquels le peuple est confronté, au lieu de fournir des solutions. Ceux qui cherchent à trouver des solutions sont la cible d'attaques organisées par l'État.

Pour ce qui est du gouvernement Trudeau, il se prépare à adopter une législation au nom de combattre les discours haineux, qui ciblera ceux et celles qui luttent pour leurs droits. La vice-première ministre Chrystia Freeland affirme que les « vignes et les mauvaises herbes » qu'elle décrit comme étant les « prêcheurs de la haine, les populistes en colère de l'extrême droite et de l'extrême gauche » qui « s'en prennent à des groupes comme le nôtre », c'est-à-dire ceux qui ont usurpé le pouvoir politique et économique et empêchent le peuple de s'investir de pouvoir, doivent être éradiquées.

Un bon exemple de comment l'État intervient pour attaquer les forces progressistes sous couvert de lutter contre la « haine » ou à « l'extrémisme » a été donné lors d'une conférence de presse le 24 septembre par une porte-parole des organisateurs des actions dans l'Alberta rurale. À Canmore, les organisateurs s'étaient fait dire que si des « contre-manifestants » se présentaient, l'événement serait annulé. La menace on ne peut plus claire est que les victimes de violence seront accusées d'« inciter la violence », a-t-elle dit.

En revanche, les représentants municipaux de Lacombe ont salué un événement prévu dans cette ville et ont dit que si des groupes racistes venaient dans leur ville pour attaquer le rassemblement, les résidents de la place eux-mêmes les pourchasseraient et les expulseraient. C'est l'esprit qui anime les Canadiens déterminés à mettre fin à toutes formes de crime haineux. Les attaques qui ont eu lieu à Red Deer et à Ponoka ont été dénoncées de toutes parts. Non seulement doit-on s'opposer résolument à de telles attaques, mais ceux qui sont au pouvoir doivent rendre des comptes pour les attaques et la violence racistes de ceux qu'ils protègent et qu'ils incitent eux-mêmes à l'action. Les attaques contre le droit de conscience et de parole visent à supprimer les efforts exercés par le peuple pour s'investir du pouvoir pour que les droits de tous et toutes soient enchâssés et garantis.

---

**Des vigiles partout au Québec pour les victimes de racisme**

**Justice pour Joyce Echaquan**

**- Christine Dandenault -**

Le lundi 28 septembre, Joyce Echaquan, une jeune femme atikamekw de Manawan dans Lanaudière, âgée de 37 ans et mère de 7 enfants, est décédée au Centre intégré de santé et de

services sociaux de Lanaudière (CISSS de Lanaudière) à Joliette dans des circonstances troublantes. Elle avait été admise quelques jours plus tôt pour des douleurs à l'estomac. Le 28 septembre, elle s'est filmée en direct sur Facebook alors qu'elle lançait un appel à l'aide et se sentait mourir. Au lieu de recevoir les soins dont elle avait besoin, elle a été ostracisée. On entend sur la vidéo des propos racistes et dénigrants à son endroit tenus par une infirmière et une préposée aux bénéficiaires présentes dans sa chambre. Sa vidéo montre également qu'elle était attachée et des rapports indiquent qu'on lui a administré de la morphine. Joyce est décédée peu après. Dans les jours qui ont suivi la tragédie, deux membres du personnel impliqués ont été congédiés et au moins deux enquêtes sont en cours, une menée à l'interne par le CISSS de Lanaudière et une autre par le coroner.



**Vigile devant la demeure de Joyce Echaquan après son décès à l'hôpital le 28 septembre 2020**

Partout au Québec et au Canada, le peuple a réagi vivement, attristé et indigné, à la vidéo qui a fait le tour du monde. De nombreuses vigiles ont été organisées en solidarité avec la famille Echaquan et les communautés autochtones dès le lendemain et les jours suivants à Joliette, à Québec devant l'Assemblée nationale, à Pikogan en Abitibi, à Cookshire-Eaton en Estrie, à Uashat près de Sept-Îles, sur le territoire non cédé du Nitassinan au Saguenay, à Sherbrooke, à Pessamit près de Baie-Comeau, au Lac-Simon en Outaouais, à Ottawa et ailleurs. Des vigiles virtuelles ont aussi été organisées. De nombreuses organisations autochtones, de défense de droits ainsi que des syndicats ont dénoncé le traitement qui a été infligé à Joyce. Ce samedi, le 3 octobre, une manifestation Justice pour Joyce se tient à Montréal ainsi qu'une marche de guérison à Québec.



Cette tragédie survient quelques jours à peine avant la tenue, le 4 octobre 2020, de la 15e Vigile commémorative annuelle des Soeurs par l'esprit. Celle-ci a été initiée en 2006, pour rendre hommage aux plus de 4000 femmes autochtones disparues et assassinées et réclamer justice et des vigiles sont prévues, virtuelles et physiques au Québec et au Canada. Le nom de Joyce Echaquan sera sur toutes les lèvres.

Cette tragédie se produit également un an après le dépôt, le 30 septembre 2019, du rapport de la Commission Viens, la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès[1]. La Commission avait été mise sur pied le 21 décembre 2016 à la suite des allégations d'abus sexuel de la part de huit officiers de la Sûreté du Québec (SQ) contre des femmes autochtones de Val-d'Or en octobre 2016. Parmi les 142 recommandations se trouve celle qui demande explicitement l'accroissement de l'accès aux services de santé et aux services sociaux, tant en milieu urbain qu'en milieu autochtone.

Le Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et filles autochtones disparues et assassinées a également été publié en juin 2019[2]. Il demande que le Canada soutienne les droits de tous et de toutes et abolisse la notion de droits qui repose sur les privilèges et la discrimination envers ceux et celles qui sont dans une position inférieure dans l'échelon du pouvoir.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) transmet ses plus sincères condoléances à la famille de Joyce Echaquan de même qu'à la communauté Atikamekh pour la perte d'un être cher dans des conditions aussi inhumaines. Justice doit être rendue pour Joyce Echaquan et sa famille, pour toutes les femmes disparues et assassinées et leur famille et pour les peuples autochtones, leurs organisations et leurs alliés partout au pays.



**Amos, Québec**



**Mistassini, Québec**



À l'hôpital d'Alma (à gauche), Québec et devant l'Assemblée nationale à Québec



Cookshire-Eaton, Estrie, Québec



Pessamit près de Baie-Comeau, Québec



Joliette, Québec



Ushaw, Québec





Ottawa, Ontario

## Notes

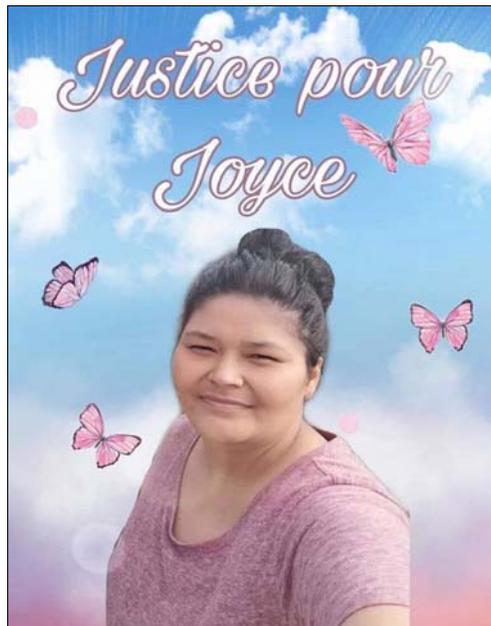
1. « La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics rend son rapport public », 30 septembre 2019

2. *Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées*

(Photos : Justice pour Joyce, Martial Pinette, Arna Moar, Anne-Claire St-Onge, Thérèse Dubé, Nataly Ottawa, Association des étudiants et étudiantes autochtones de l'Université Laval)

---

## Vigiles pour Joyce Echaquan

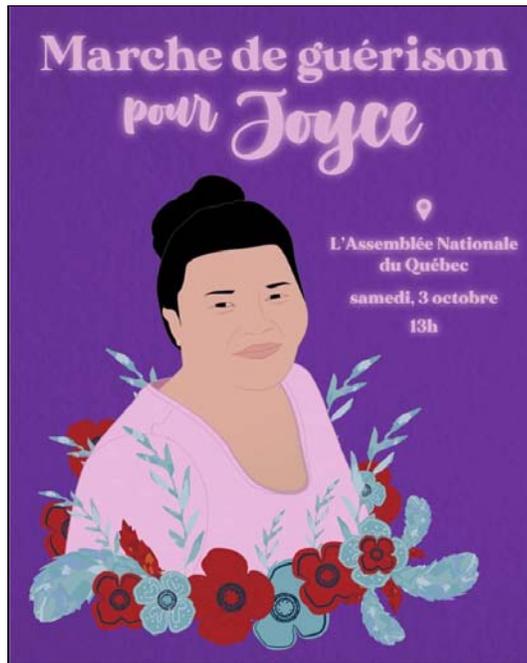


Montréal

Manifestation Justice pour Joyce

Samedi 3 octobre - 13 h à 15 h

Place Émilie-Gamelin (Coin Sainte-Catherine et St-Hubert)



**Québec**

**Marche de guérison**

**Samedi 3 octobre - 13 h**

Départ : Assemblée nationale (1045, rue des Parlementaires)  
La marche se rendra sur les Plaines d'Abraham pour se recueillir.

---

## **4 octobre: Vigiles des Soeurs par l'esprit**



**CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS**



## Le plan de relance de l'économie de la Colombie-Britannique

# La restructuration des arrangements étatiques pour renforcer l'économie provinciale qui paie les riches

- K.C. Adams -

Le 17 septembre, juste avant le déclenchement des élections provinciales du 24 octobre 2020, le gouvernement de la Colombie-Britannique a publié un plan de relance économique intitulé « Stronger BC for Everyone » (Une Colombie-Britannique plus forte pour tous). Ce plan est la continuation de l'offensive néolibérale antisociale dont le but est de restructurer l'État pour renforcer les stratagèmes pour payer les riches dans le système impérialiste d'États dominé par les États-Unis.

Ce plan contient de nombreuses mesures pour payer les riches qui en fait politisent les intérêts privés. En d'autres termes, les changements structurels du plan renforcent la prise de contrôle du pouvoir décisionnel des fonctions exécutives et législatives par les oligarques mondiaux les plus dominants. L'économie socialisée et les ressources humaines et naturelles de la Colombie-Britannique leur appartiennent et ils n'acceptent aucune limite quant à ce qu'ils peuvent en faire. Il n'y a rien dans ce plan qui laisse penser à une alternative prosociale à la domination de l'économie par de puissants intérêts privés mondiaux.

Mettre l'économie et le domaine politique sous l'autorité d'intérêts privés semble une évidence. La création d'emplois, les salaires et les avantages sociaux des travailleurs ainsi que les programmes sociaux et les mesures pour protéger et assainir l'environnement sont tous présentés dans le jargon néolibéral de ceux qui détiennent et contrôlent l'économie. Dans ce plan, il est répété continuellement que la voie de la reprise après la crise consiste à fournir à l'entreprise privée des fonds publics provinciaux et fédéraux. Selon le gouvernement, l'avenir est entre les mains des riches et de leur pouvoir décisionnel avec lequel ils contrôlent l'économie, et des gouvernements qui s'assurent que les oligarques aient les fonds publics, le pouvoir politique et les institutions étatiques nécessaires pour exploiter la classe ouvrière et utiliser à leur avantage les immenses ressources naturelles de la province.

Plusieurs points importants sont absents du plan de relance. Il manque une analyse des raisons pour lesquelles les crises économiques sont une caractéristique récurrente de l'économie de la Colombie-Britannique, tant les crises générales que les crises particulières à certains secteurs de la Colombie-Britannique, comme la foresterie. Le gouvernement dit qu'il représente les travailleurs et une orientation sociale-démocrate, mais nulle part dans le plan il n'essaie d'expliquer pourquoi l'économie s'écroule périodiquement ni pourquoi la pauvreté reste une caractéristique constante.

L'absence d'enquête et de discussion sur l'origine des crises et des problèmes économiques récurrents conduit à l'acceptation de l'échec actuel de la direction de l'économie et à la politisation d'intérêts privés qui sont en contrôle à tous les niveaux. L'absence d'enquête et d'analyse entraîne également la pensée politique vers le point de vue erroné selon lequel des travailleurs qui luttent doivent être des spectateurs impuissants de leur propre destin et se contenter de choisir entre les bonnes et les mauvaises politiques des partis cartellisés de l'élite au pouvoir. Cela empêche la classe ouvrière de bâtir ses



propres organisations indépendantes, surtout ses organisations politiques, et de développer sa propre pensée, sa théorie, son analyse, ses points de référence et son programme politique et de s'engager dans des actions pour défendre ce qui lui appartient de droit. L'exigence d'arrêter de payer les riches et d'augmenter les investissements dans les programmes sociaux fait partie intégrante de la lutte pour s'investir du pouvoir et de l'épanouissement de la personnalité démocratique qui naissent des actions pour défendre les droits de tous et de toutes.

En l'absence d'enquête et de discussion sur une nouvelle direction, le gouvernement du NPD va de l'avant à toute vitesse avec des programmes pour payer les riches qui se sont révélés être un échec complet, comme le montre la crise actuelle. Les mesures du plan visant à politiser les intérêts privés sont d'une ampleur stupéfiante. Le gouvernement promeut avec insistance la position néolibérale selon laquelle, en payant les riches, une partie de la richesse générée finira par profiter aux travailleurs. Le soutien de l'entreprise privée avec des fonds publics s'inscrit dans la ligne néolibérale erronée selon laquelle c'est la seule façon de créer des emplois, de développer l'économie et de générer de la valeur pour soutenir les programmes sociaux, même si cela s'est avéré faux et que les riches s'enrichissent davantage et les problèmes sociaux et de l'environnement naturel s'aggravent.

L'économie de la Colombie-Britannique est plus que jamais intégrée à l'économie de guerre américaine et entre les griffes de l'oligarchie mondiale. Le plan de relance du NPD est une tentative de bloquer la discussion sur la nécessité d'une nouvelle direction de l'économie pour changer son but, pour que son but soit de satisfaire les besoins du peuple et de la société. La nouvelle direction de l'économie affirme le développement de la coopération et de l'avantage réciproque de tous ses secteurs et parties par une planification opposée à la concurrence destructrice et à la recherche du profit privé maximum de l'impérialisme. La nouvelle direction vise à utiliser l'énorme capacité productive de la production moderne et du commerce international pour répondre aux besoins et au bien-être de l'ensemble de l'humanité sans guerre ni exploitation, pour humaniser l'environnement naturel et social et faire du Canada une zone de paix.

Un aspect qui est aussi absent du plan de relance est les deux plus grands projets public-privé actuellement en cours. Le premier est le barrage du site C et la centrale électrique sur la rivière de la Paix, avec des lignes de transport d'électricité pour alimenter les mines, les puits de gaz et les usines de GNL contrôlées par les riches du monde entier. Le deuxième est le projet LNG Canada, d'extraction du gaz par fracturation hydraulique dans le nord-est de la Colombie-Britannique, de construction du gazoduc Coastal GasLink, très contesté, à travers des terres autochtones non cédées, jusqu'à Kitimat sur la côte ouest, et la construction d'une usine de GNL et d'un nouveau terminal portuaire. Ces projets sur des terres autochtones non cédées sont des projets très controversés de plusieurs milliards de dollars pour payer les riches du monde entier et accroître leur emprise sur le Canada.



Un autre aspect absent du plan est le fait que le gouvernement emprunte de l'argent à des prêteurs privés, ce qui entraîne une dette énorme envers eux, qui siphonne continuellement une valeur énorme de l'économie par le service de la dette. Cette année, le gouvernement de la Colombie-Britannique prévoit un déficit de 12,8 milliards de dollars. Il prévoit de vendre des obligations d'une valeur de 18,5 milliards de dollars à des investisseurs institutionnels pour couvrir le déficit et refinancer les emprunts qui arrivent à échéance.

Le déficit de cette année devrait porter la dette provinciale actuelle envers les prêteurs privés

à 87,9 milliards de dollars. Les intérêts annuels payés aux prêteurs s'élèvent à près de 3 milliards de dollars. Aucun gouvernement de la Colombie-Britannique n'a jamais proposé ou même discuté d'une alternative aux emprunts auprès de prêteurs privés, qui est en fait une autre forme de paiement des riches qui devrait être interdite parce qu'inutile, socialement irresponsable et même criminelle.

Le plan de relance fournit des détails sur la manière dont les fonds publics seront canalisés pour soutenir l'entreprise privée à tous les niveaux. Il contient un plan directeur sur la manière dont les oligarques mondiaux prennent des mesures pour structurer l'État afin que l'économie de la Colombie-Britannique garantisse que les fonds publics collectifs soient constamment utilisés pour payer les riches et détournés du financement des programmes sociaux. Ce plan directeur écarte l'idée de faire du développement des entreprises et des services publics l'épine dorsale du renouveau de l'économie.



Les fonds publics destinés à soutenir l'économie impérialiste ont également pour but d'entretenir une couche de propriétaires de petites et moyennes entreprises, d'intellectuels et de certains dirigeants syndicaux qui devront se rallier à l'oligarchie impérialiste mondiale contre la classe ouvrière et les peuples autochtones. L'objectif général du jargon néolibéral est de les convaincre que leur avenir et celui des Britanno-Colombiens ne peuvent exister que dans les limites de « bonnes politiques ». Aucune alternative ne doit être envisagée, et surtout pas celle d'une nouvelle direction de l'économie qui briserait l'emprise des oligarques mondiaux sur leur vie et leur avenir et qui bâtirait un nouvel État qui affirme ses responsabilités sociales envers le peuple et la Terre Mère.

Les travailleurs ont maintenant trente ans d'expérience avec l'offensive antisociale et son dogme néolibéral. Ils ne doivent pas se laisser tromper par le charabia des Justin Trudeau, John Horgan et autres partisans des stratagèmes pour payer des riches. Le point de départ du renouveau économique est la nécessité d'une nouvelle direction de l'économie pour arrêter de payer les riches et augmenter les investissements dans les programmes sociaux.

### **Note**

Pour des extraits du plan de relance économique du gouvernement de la Colombie-Britannique avec commentaires (en anglais), cliquez [ici](#).

---

## **Début de la 75e session de l'Assemblée générale des Nations unies**

# **75e anniversaire de l'adoption de la Charte de l'ONU**

**- Dougal MacDonald -**

La 75e session de l'Assemblée générale des Nations unies s'est ouverte le 15 septembre. Le thème de cette année est: « L'avenir que nous voulons, l'ONU qu'il nous faut : réaffirmons notre attachement collectif au multilatéralisme ». Ce thème est censé guider toutes les activités de l'ONU et de ses organes, y compris le débat général de haut niveau qui a eu lieu du 22 à 29 septembre.

Cette année, l'ONU souligne son 75e anniversaire le 24 octobre, qui est célébrée comme la Journée des Nations unies depuis 1948. La Journée des Nations unies est l'anniversaire de l'entrée en

vigueur, en 1945, de la Charte des Nations unies. Avec la ratification de ce document de fondation par la majorité de ses signataires, y compris les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, les Nations unies ont officiellement vu le jour.



**Une commémoration du 75e anniversaire de l'ONU le 21 septembre 2020.**

La Charte des Nations unies est le traité de fondation des Nations unies. Elle a été signée par 50 des membres originaux de l'ONU à San Francisco le 26 juin 1945, six semaines après que l'Allemagne nazie ait capitulé à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. La Charte est entrée en vigueur le 24 octobre 1945, la date officielle de la formation de l'ONU, après avoir été ratifiée par les cinq membres permanents officiels du Conseil de sécurité – la République de Chine (remplacée par la République populaire de Chine le 25 octobre 1971), la France, l'Union des républiques socialistes soviétiques, le Royaume-Uni et les États-Unis – et la majorité des autres signataires. Tous les membres des Nations unies ont le devoir de défendre les 111 articles de la Charte de l'ONU. L'article 103 de la Charte de l'ONU stipule que les obligations envers les Nations unies priment sur toutes les autres obligations de traité.

Le préambule de la Charte nomme quatre principaux objectifs :

- à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances,
- à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites,
- à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international,
- à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande.

L'article 1 de la Charte affirme clairement les quatre principaux buts et principes des Nations unies :

- maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin : prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écartier les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de

caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix ;

- développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde ;

- réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinctions de race, de sexe, de langue ou de religion ;

- être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes.

Enfin, les quatre premiers principes de l'ONU sont clairement affirmés au début de l'article 2 :

- l'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses membres.

- les membres de l'Organisation, afin d'assurer à tous la jouissance des droits et avantages résultant de leur qualité de membre, doivent remplir de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées aux termes de la présente Charte.

- les membres de l'Organisation règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger.

- les membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations unies.

Bien qu'ils soutiennent en parole leur allégeance aux articles de la Charte de l'ONU, les impérialistes américains et leurs alliés ne ratent aucune occasion pour aller à l'encontre de la Charte dans les faits. Ils violent constamment la souveraineté nationale, continuent d'humilier d'autres pays ou de commettre des agressions ouvertes contre eux, et refusent de rendre des comptes pour leurs méfaits qui menacent l'humanité entière, ce qui met en lumière la nécessité de réformer et de renouveler l'ONU. À l'occasion du 75<sup>e</sup> anniversaire de la ratification de la Charte de l'ONU, il est important de souligner une fois de plus l'urgente nécessité pour l'ONU et ses instances d'enchâsser et de défendre l'égalité et la souveraineté de toutes les nations et pour toutes les nations grandes ou petites de défendre les normes et les lois régissant les relations internationales afin d'assurer la paix mondiale. Pour y arriver, plus que des mots vides, il faut des gestes concrets.

Une des nécessités les plus urgentes est de réformer le Conseil de sécurité de l'ONU. Deux principes fondamentaux des relations internationales sont que toutes les nations ont un statut égal et que le droit à la souveraineté de toutes les nations doit être défendu. Ces principes ont été gagnés de haute lutte et par le sang versé par des millions de personnes pendant la Deuxième Guerre mondiale et sont diamétralement opposés au précepte impérialiste de la « loi du plus fort ». Défendre ces principes est le devoir de toutes nations pour veiller à ce que jamais plus le monde ne soit plongé dans une guerre mondiale. La Charte des Nations unies adhère à ces principes, mais en pratique, ceux-ci se heurtent à la composition même du Conseil de sécurité qui ne répond pas aux exigences de notre époque.

Le Conseil de sécurité s'est vu confier la question cruciale du maintien de la paix. En vertu du Chapitre VII de la Charte, le Conseil de sécurité a un pouvoir d'exécution permettant de « maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales », pouvant aller du recours à des sanctions économiques et/ou à d'autres sanctions qui excluent l'emploi de la force armée jusqu'à

l'action militaire internationale.

Cinq grandes puissances demeurent des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies : la Grande-Bretagne, la Chine, la France, la Russie et les États-Unis. Non seulement cette composition est-elle totalement non représentative de la majorité des 198 pays qui constituent l'ONU aujourd'hui, mais ces grandes puissances ont le droit de veto sur toutes questions qui se trouvent devant le Conseil de sécurité. Bien que le « droit de veto » ne soit pas explicitement mentionné dans la Charte, l'article 27 affirme que les décisions « importantes » sont prises « par un vote affirmatif [...] dans lequel sont comprises les voix de tous les membres permanents ». Les membres permanents votent en fonction de leurs propres intérêts nationaux, non pas en fonction des intérêts des peuples du monde, qui sont bafoués à volonté.

Depuis 1972, les États-Unis se sont servis de leur droit de veto plus que tout autre membre permanent. Le Conseil de sécurité usurpe le processus de prise de décisions, rendant les décisions de l'Assemblée générale sans effet. Un renouvellement de la composition des arrangements du Conseil de sécurité est requis pour rendre l'ONU plus démocratique et plus efficace en tant qu'instrument pour sauvegarder la paix mondiale et pour qu'elle cesse de servir à justifier l'intimidation et l'agression par les États-Unis et ses alliés et partenaires de l'OTAN, ce qui est à l'origine du désastre qu'on connaît dans le monde aujourd'hui.

---

## **Discours de Miguel Mario Diaz-Canel Bermudez, président de la République de Cuba, au débat général à l'ONU**

*Voici le discours de Miguel Mario Diaz-Canel Bermudez, président de la République de Cuba, à la 75e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, le 22 septembre 2020.*

Monsieur le Secrétaire général ;

Monsieur le Président,

Une épidémie mondiale a radicalement changé la vie quotidienne. Du jour au lendemain, des millions de personnes sont contaminés et des milliers d'autres meurent, alors que leur espérance de vie était supérieure grâce au développement. Des systèmes hospitaliers aux prestations de haut niveau se sont effondrés, et les structures de santé des pays pauvres souffrent de leur incapacité chronique. Des confinements draconiens transforment en déserts virtuels les villes les plus peuplées. La vie sociale n'existe plus si ce n'est à travers les réseaux numériques. Les théâtres, les discothèques, les galeries, voire les écoles, sont fermés ou redimensionnés.

Nos frontières ont été fermées, nos économies se contractent, nos réserves s'épuisent. La vie subit un remaniement radical de ses coutumes ancestrales et l'incertitude remplace la certitude. Même les meilleurs amis ne se reconnaissent plus



**Le président cubain Miguel Diaz-Canel Bermudez s'adresse à l'Assemblée générale de l'ONU le 22 septembre 2020.**

sous les masques qui nous protègent de la contagion. Tout change.

Il est urgent non seulement de juguler la pandémie, mais de démocratiser dès maintenant cette organisation qui s'avère indispensable si l'on veut qu'elle réponde efficacement aux besoins et aux aspirations de tous les peuples.

Le droit auquel aspire l'humanité de vivre dans la paix et la sécurité, dans la justice et dans la liberté, ce qui est la base de l'union des nations, est constamment menacé.

Plus de 1,9 billion de dollars sont dilapidés à l'heure actuelle dans une course aux armements insensée qui a, pour point de départ, la politique agressive et belliciste de l'impérialisme dont le principal représentant est le gouvernement actuel des États-Unis, un pays qui cumule 38 % des dépenses militaires mondiales.

Il s'agit d'un régime foncièrement agressif et moralement corrompu, qui méprise et attaque le multilatéralisme, recourt au chantage financier dans ses rapports avec les institutions des Nations unies, se retire avec une arrogance inouïe de l'Organisation mondiale de la santé, de l'UNESCO et du Conseil des droits de l'Homme.

Paradoxalement, le pays qui accueille le siège des Nations unies s'écarte aussi de traités internationaux essentiels comme l'Accord de Paris sur les changements climatiques, répudie l'accord nucléaire consensuel avec l'Iran, foment des guerres commerciales; met fin à ses engagements envers des instruments de contrôle internationaux en matière de désarmement; militarise le cyberspace; multiplie la coercition et les sanctions unilatérales contre ceux qui ne se plient pas à ses visées et parraine le renversement par la force de gouvernements souverains par des méthodes de guerre non conventionnelles.

Ancrée dans cette attitude qui méconnaît les vieux principes de la coexistence pacifique et du respect du droit d'autrui à l'autodétermination comme garantie de la paix, le gouvernement présidé par Trump manipule, en outre, à des fins subversives la coopération en matière de démocratie et de droits de l'Homme, alors que dans son pays les expressions de haine, de racisme, de brutalité policière et les irrégularités du système électoral et du droit de vote des citoyens prolifèrent pratiquement sans contrôle.

Il est urgent de réformer les Nations unies. On ne saurait retarder plus longtemps l'actualisation et la démocratisation de cette puissante organisation issue de deux guerres mondiales qui ont coûté des millions de vies et qui est le résultat de la prise de conscience universelle de l'importance du dialogue, de la négociation, de la coopération et de la légalité internationale.

Quelque chose de tout à fait essentiel et profond a échoué, quand on constate à quel point les buts et principes de la Charte des Nations unies sont violés jour après jour et que l'on recourt toujours plus fréquemment à la force ou à la menace de la force dans les relations internationales.

On ne saurait préserver plus longtemps comme s'il était naturel et inamovible un ordre international inégal, injuste et antidémocratique qui fait passer l'égoïsme avant la solidarité et les intérêts mesquins d'une puissante minorité avant les justes aspirations de millions de personnes.

Tout en appuyant aux côtés d'autres États et de millions de citoyens du monde les demandes encore insatisfaites de transformation des Nations unies, la Révolution cubaine défendra toujours l'existence de l'organisme auquel nous devons le peu de multilatéralisme, mais indispensable, qui ait survécu à l'arrogance impériale.

De cette même tribune, Cuba a réitéré à maintes reprises sa volonté de coopérer à la démocratisation de l'ONU et à la défense de la coopération internationale que celle-ci est la seule à pouvoir sauver. Comme l'a dit le général d'armée Raul Castro Ruz, Premier secrétaire du Parti

communiste de Cuba : « La communauté internationale pourra toujours compter sur la voix sincère de Cuba face à l'injustice, à l'inégalité, au sous-développement, à la discrimination et à la manipulation, et en faveur de l'instauration d'un ordre international plus juste et équitable, vraiment axé sur l'être humain, sur sa dignité et sur son bien-être. »

Monsieur le Président,

Revenant à la gravité du moment actuel, que beaucoup attribuent uniquement à la pandémie de COVID-19, j'estime essentiel d'avertir que ses effets dépassent largement le domaine sanitaire.

À cause de ses séquelles néfastes, du nombre impressionnant de morts, des dommages à l'économie mondiale et de la dégradation des niveaux de développement social, l'expansion de la pandémie ces derniers mois angoisse et désespère les dirigeants et les citoyens de pratiquement toutes les nations.

Or, la crise multidimensionnelle qu'elle a suscitée prouve clairement que les politiques déshumanisées imposées par la dictature à outrance du marché sont profondément erronées.

Aujourd'hui, nous sommes douloureusement témoins du désastre auquel le monde a été poussé par le système de production et de consommation irrationnel et insoutenable du capitalisme, par des décennies de règne d'un ordre international injuste et d'application d'un néolibéralisme brutal et effréné qui n'a fait que creuser les inégalités et sacrifier le droit des peuples au développement.

À la différence de ce néolibéralisme d'exclusion, qui met de côté et rejette des millions d'êtres humains, les condamnant à survivre avec les restes du banquet de 1 % des plus riches, le virus de la COVID-19 frappe sans discrimination les uns et les autres, mais ses effets économiques et sociaux dévastateurs seront mortels pour les plus vulnérables et les personnes à faible revenu, qu'elles vivent dans le monde sous-développé ou dans les poches de pauvreté des grandes villes industrialisées.

Selon des prévisions de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 130 millions de personnes pourraient venir s'ajouter aux 690 millions qui avaient faim en 2019 par suite de la récession économique causée par la pandémie. Des études de l'Organisation internationale du travail (OIT) indiquent que plus de 305 millions d'emplois ont d'ores et déjà disparu, et que plus de 1,6 milliard de travailleurs sont menacés dans leurs moyens de subsistance.

Nous ne pouvons pas affronter la COVID-19, la faim, le chômage et l'inégalité économique et sociale croissants entre les personnes et entre les pays comme des phénomènes indépendants. Il est urgent de mettre en place des politiques intégrales priorisant l'être humain, et non les profits économiques ou les avantages politiques.

Il serait criminel de remettre à demain des décisions d'hier et d'aujourd'hui. Il est impératif de promouvoir la solidarité et la coopération internationales pour atténuer le choc.

Seules les Nations unies, justement parce qu'universelles, ont l'autorité et la portée nécessaires pour relancer le juste combat de supprimer la dette extérieure impossible à rembourser qui, aggravée par les retombés socio-économiques de la pandémie, menace la survie des peuples du Sud.

Monsieur le Président,

Quand le SARS-CoV-2 est apparu et que les premiers indices prouvaient qu'il risquait de provoquer une pandémie, Cuba n'a pas été prise au dépourvu.

Forts de l'expérience acquise durant des décennies de lutte contre de terribles épidémies, dont

certaines ont été introduites délibérément dans le cadre de la guerre permanente contre son projet politique, nous avons immédiatement mis en oeuvre une série de mesures fondées sur nos capacités et nos forces : un État socialiste organisé, responsable de veiller sur la santé de ses citoyens, un capital humain hautement qualifié et une société où le peuple participe largement à la prise de décision et à la solution des problèmes.

L'application de ces mesures, de pair avec les connaissances accumulées durant plus de 60 ans d'efforts intenses pour créer et fortifier un système de santé de qualité ouvert à tous, ainsi que la recherche et le développement scientifique, nous ont permis non seulement de préserver le droit de tous les citoyens sans exception à la santé, mais encore de faire face à la pandémie dans de meilleures conditions.

Nous y sommes parvenus malgré les sévères restrictions qu'entraîne le blocus économique, commercial et financier prolongé que nous imposent les États-Unis et que le gouvernement actuel, même en pleine pandémie, a brutalement durci ces deux dernières années, preuve qu'il est un élément essentiel de sa politique hostile envers Cuba.

L'agressivité du blocus a été portée à un degré qualitativement nouveau, qui augmente son caractère d'obstacle réel et déterminant dans la conduite de l'économie et du développement de notre pays. Le gouvernement étasunien a intensifié notamment la traque des transactions financières internationales de Cuba et adopté depuis 2019 des mesures qui violent le Droit international pour priver le peuple cubain de son droit de se pourvoir des combustibles dont il a besoin dans sa vie quotidienne et pour son développement.

Dans le but de nuire à la Révolution cubaine et de la diaboliser, ainsi qu'à d'autres gouvernements qu'il taxe d'adversaires, les États-Unis publient des listes fallacieuses, dénuées de légitimité, à partir desquelles ils s'arrogent le droit d'imposer au monde des mesures coercitives unilatérales.

Il ne se passe pas une semaine sans que ce gouvernement n'émette des déclarations contre Cuba ou lui impose de nouvelles restrictions. En revanche, il est paradoxal qu'il se soit refusé à qualifier de terroriste l'attaque perpétrée le 30 avril dernier par un individu qui, armé d'un fusil d'assaut, a tiré à plus de trente reprises sur l'ambassade cubaine à Washington dans le but avoué de tuer.

Nous dénonçons la politique de deux poids deux mesures pratiquée par le gouvernement des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme et exigeons qu'il condamne publiquement cette attaque brutale.

Nous demandons par ailleurs que cessent l'hostilité et la campagne de diffamation contre l'action altruiste que constitue la coopération médicale internationale de Cuba qui, forte d'un prestige élevé et de résultats vérifiables, a contribué à sauver des centaines de vies et à réduire l'impact des maladies dans de nombreux pays. Des personnalités internationales et des organisations sociales au prestige notable ont reconnu l'oeuvre humaniste du Contingent international Henry Reeve de médecins spécialisés en situation de catastrophe naturelle et de graves épidémies, et ont plaidé pour que lui soit octroyé le Prix Nobel de la paix.

Alors que le gouvernement des États-Unis ignore l'appel à conjuguer des efforts dans le combat contre la pandémie et se retire de l'Organisation mondiale de la santé, Cuba, répondant aux demandes qu'elle a reçues, et guidée par la profonde vocation solidaire et humaniste de son peuple, a renforcé sa coopération en dépêchant plus de 3 700 coopérants organisés en 46 brigades médicales dans 39 pays et territoires touchés par la COVID-19.

Aussi condamnons-nous le chantage crapuleux que les États-Unis exercent sur l'Organisation panaméricaine de la santé afin que celle-ci lui serve d'instrument dans son agression malade contre Cuba. Mais la force de la vérité finira par faire voler les mensonges en éclats et l'histoire

remettra les faits et les protagonistes à leur place. L'exemple de Cuba prévaudra.

Nos travailleurs dévoués de la santé, fierté d'une nation formée selon la pensée de Marti : « La patrie, c'est l'humanité », recevront ou non le Prix que mérite leur noblesse ; néanmoins, depuis des années, ils ont gagné la reconnaissance des peuples bénis par leur travail de santé.

Le gouvernement des États-Unis ne cache pas son intention d'imposer à Cuba, dans les prochains mois, de nouvelles mesures d'agression encore plus dures. Nous déclarons une fois de plus devant la communauté internationale que notre peuple, fier de son histoire et attaché aux idéaux et à l'oeuvre de sa Révolution, saura résister et vaincre.

Monsieur le Président,

La prétention d'imposer sa domination néocoloniale à Notre Amérique en déclarant publiquement l'actualité de la Doctrine Monroe viole la Proclamation faisant de l'Amérique latine et des Caraïbes une Zone de paix.

La République bolivarienne du Venezuela – nous tenons à le réaffirmer publiquement de cette tribune virtuelle – pourra toujours compter sur la solidarité de Cuba face aux tentatives de déstabiliser et de saper son ordre constitutionnel, son union civique et militaire et de détruire l'oeuvre entamée par Hugo Chavez Frias et poursuivie par le président Nicolas Maduro Moros en faveur du peuple.

Nous rejetons aussi les actions des États-Unis visant à déstabiliser la République du Nicaragua et ratifions notre solidarité indéfectible envers son peuple et son gouvernement conduit par le commandant Daniel Ortega.

Nous nous solidarisons avec les nations des Caraïbes qui exigent une juste réparation pour l'horreur de l'esclavage et de la traite des esclaves qu'elles ont subis, dans un monde où la discrimination raciale et la répression des communautés de descendants d'Africains ne cessent de s'aggraver.

Nous ratifions notre engagement historique envers l'autodétermination et l'indépendance du peuple frère portoricain.

Nous appuyons la réclamation de souveraineté légitime de l'Argentine sur les Îles Malouines, les Îles Sandwich du Sud et la Géorgie du Sud.

Nous réitérons notre engagement envers la paix en Colombie et notre conviction que le dialogue entre les parties est la seule voie permettant d'instaurer une paix stable et durable dans ce pays.

Nous appuyons la recherche d'un règlement pacifique et négocié à la situation qui a été imposée à la Syrie, sans ingérence extérieure et dans le respect total de sa souveraineté et de son intégrité territoriale.

Nous réclamons un règlement juste au conflit du Moyen-Orient, lequel repose sur l'exercice réel par le peuple palestinien de son droit inaliénable à construire son propre État dans les frontières antérieures à 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, et nous rejetons les tentatives d'Israël d'annexer de nouveaux territoires en Cisjordanie.

Nous exprimons notre solidarité avec la République islamique d'Iran face à l'escalade agressive des États-Unis.

Nous réaffirmons notre solidarité invariable avec le peuple sahraoui.

Nous condamnons énergiquement les sanctions unilatérales imposées injustement à la République populaire démocratique de Corée.

Nous rejetons une fois de plus l'intention de l'OTAN de s'étendre jusqu'aux frontières de la Russie et d'imposer injustement des sanctions unilatérales à ce pays.

Nous refusons l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures de la République de Belarus et réitérons notre solidarité avec son président légitime, Alexandre Loukachenko et avec le peuple frère de ce pays.

Nous condamnons les ingérences dans les affaires intérieures de la République populaire de Chine et rejetons toute tentative de porter atteinte à son intégrité territoriale et à sa souveraineté.

Monsieur le Président,

Compte tenu des graves circonstances actuelles, nous sommes contraints, pour la première fois en 75 ans, de tenir cette Assemblée générale des Nations unies sur le mode virtuel.

La communauté scientifique cubaine, une autre fierté de la nation qui, dès le triomphe de la Révolution des justes, a annoncé au monde son intention de devenir un pays d'hommes et de femmes de science, travaille sans relâche sur l'un des premiers vaccins dans le monde à être entré dans la phase des essais cliniques.

Ses créateurs et d'autres chercheurs et spécialistes, en articulation avec le système de santé, mettent au point des protocoles de soins pour les malades contagieux, les patients rétablis et la population à risque, ce qui nous a permis de sauver 80 % des contagieux et de maintenir un taux de mortalité inférieur à la moyenne du continent et du monde.

« Des médecins, et non des bombes ! », s'est exclamé un jour le leader historique de la Révolution cubaine et le promoteur principal de l'essor des sciences à Cuba, le commandant en chef Fidel Castro Ruz. Telle est notre devise. Sauver des vies et partager ce que nous sommes et ce que nous avons, quel que soit le sacrifice, voilà ce que nous offrons au monde depuis les Nations unies auxquelles nous demandons un changement en accord avec la gravité du moment.

Nous sommes Cuba !

Battons-nous ensemble en faveur de la paix, la solidarité et le développement.

Je vous remercie

*(Ministère des Relations extérieures de Cuba)*

**SUPPLÉMENT**  
**L'importance de l'analyse des événements en cours**  
**La bataille pour la présidence des États-Unis**

Lisez **Le Marxiste-Léniniste**  
Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)